

le petit commerce, la transformation agro-alimentaire, l'artisanat, le petit élevage. La BRI est associée à la gestion des prêts (accord sur le projet d'activité des clients, distribution des fonds, remboursement...) par l'intermédiaire de ses agents mis à la disposition du projet. En contrepartie, elle perçoit 8 % d'intérêt sur les volumes octroyés. L'épargne préalable nécessaire à l'obtention d'un prêt (5 à 20 % du prêt) est déposée par le client sur un livret *Simpedes* auprès de la BRI. P4K accorde au maximum quatre prêts successifs. Si le client a bien remboursé et s'il a un fonds d'épargne à la BRI servant de garantie, il pourra accéder à un crédit *Kupedes*. Le projet P4K donne ainsi accès aux services bancaires classiques.

Le réseau des unités villageoises de la BRI, cité comme « *best practice* » par la Banque mondiale et les programmes de type P4K prouvent que l'État peut être un acteur dans le monde du micro-crédit. Le cas indonésien montre aussi les effets bénéfiques d'un équilibre « public » et « privé » à l'intérieur d'une grande entreprise : le fonctionnement interne de cette banque publique a été « privatisé » (décentralisation, responsabilisation, recherche du profit, incitations...) tandis qu'à l'extérieur la BRI affrontait la concurrence.

L'exemple de la BRI montre également qu'il est difficile pour une banque commerciale d'accorder des micro-crédits sur des bases rentables et qu'il peut être plus intéressant de les associer à des programmes de lutte contre la pauvreté (2) qui assurent la sélection et le suivi des clients.

Cécile Lapenu
Cirad Sar

* Vers un nouveau rôle pour l'État et les institutions privées dans le développement financier rural indonésien, thèse de doctorat en agro-économie, École nationale supérieure agronomique, Montpellier 1996.
1. 1 000 roupies = 2,50 FF

2. La GTZ, agence de coopération allemande, développe également des programmes de « linkage », liens entre des banques commerciales et des groupes d'entraide réalisant des activités d'épargne/crédit à l'échelle des villages (Projet PHBK en Indonésie, avec la Banque centrale).

La rentabilité exige des taux d'intérêt élevés

Les clefs de la viabilité financière se trouvent dans des taux d'intérêt élevés, constate le Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (GCAP) de la Banque mondiale après un examen à la loupe de onze banques solidaires (1). Voici les conclusions de l'étude publiée il y a 18 mois.



Il faut un suivi strict des clients

De plus en plus souvent, les institutions de micro-financement appliquent des taux d'intérêt qui reflètent le coût réel des prêts et l'autosuffisance financière est devenue la préoccupation principale de nombreuses institutions [...].

Sur les onze institutions qui ont été étudiées, dix peuvent être considérées comme fonctionnant parfaitement. Leurs recettes (intérêts perçus et cotisations) couvrent entièrement leur coût de fonctionnement (y compris les charges sociales et autres dépenses administratives), ceci tout en servant un nombre considérable de pauvres. Ces programmes ont enregistré de bons résultats dans des situations très variées, tant en milieu urbain (Bolivie) que rural (Bangladesh), avec des prêts moyens allant jusqu'à 38 dollars.

Cinq institutions sont pleinement rentables ; même après avoir tenu compte du taux d'inflation, le rendement de l'actif couvre à la fois les charges de fonctionnement et les charges financières — les dernières représentant le coût du capital après que celui-ci a été recalculé pour tenir compte des subventions. Ces institutions ne dépendent plus de crédits à taux

concessionnel ou d'autres subventions. [...]

Comment expliquer le succès de ces institutions de pointe ? Presque toutes ont décidé de devenir autosuffisantes. Elles ont réduit la structure de leurs charges en s'alignant sur les marges financières en vigueur dans les marchés locaux, elles ont appliqué un contrôle très strict du taux de défaillance et elles ont misé sur l'augmentation de la productivité de leur personnel. [...]

Toutes les institutions pleinement autonomes ont appliqué un taux d'intérêt effectif réel qui était suffisamment élevé pour couvrir tous les coûts, y compris le coût du capital ajusté à l'inflation. Ainsi, CorpoSol, un programme autosuffisant en Bolivie, accorde des prêts à un taux d'intérêt effectif réel de 52 %, le plus élevé parmi les onze institutions [...].

Les bailleurs de fonds devraient concentrer leurs efforts sur les programmes favorisant l'autosuffisance financière. Dans cette démarche, il est nécessaire de laisser à l'institution une marge de temps suffisante pour atteindre l'autosuffisance financière et opérationnelle. D'après les onze institutions étudiées, il faut en général, 5 à 10 ans pour parvenir à l'autosuffisance, et ce avec un appui financier considérable des bailleurs de fonds. [...]

La clé d'une croissance rapide se trouve dans la capacité des institutions à maintenir leur viabilité financière à travers un suivi très strict des clients défaillants, le contrôle des charges administratives et le développement des ressources financières ■

1. En particulier, Grameen Bank au Bangladesh, BRI en Indonésie, ACEP (Agence de crédit pour l'entreprise privée) au Sénégal, BRK (Banking Raya Karkara) au Niger, Bancosol en Colombie. L'étude a été publiée en octobre 1995.